

FIDJI

**L'arrestation de l'auteur du coup
d'État suscite des craintes à l'égard
des civils et les otages**

Index AI : ASA 18/008/00

FLASH

<http://www.amnesty.org>

À la suite de l'arrestation de George Speight, auteur du coup d'État du 19 mai dernier, de deux conseillers et d'un garde du corps, Amnesty International est préoccupée par la sécurité de 15 otages qui seraient toujours retenus à Monasavu par des sympathisants de Speight et par celle des civils, notamment les membres de la communauté indo-fidjienne vivant dans les alentours de Suva, la capitale, et dans les villages. Cette arrestation a eu lieu aujourd'hui (mercredi 26 juillet) à un poste de contrôle militaire situé à l'extérieur de Suva.

Amnesty International ne connaît pas encore avec précision les charges, si elles existent, retenues à l'encontre de Speight et des trois autres personnes, qui seraient détenus dans une caserne à Suva. Selon l'accord qui a permis la récente libération d'otages au Parlement, Speight et ses hommes devaient rendre à l'armée fidjienne toutes les armes volées pour pouvoir bénéficier de l'amnistie de grande portée prévue par cet accord. Amnesty International est formellement opposée à toute amnistie ou toute autre forme d'impunité dont pourraient bénéficier les auteurs d'atteintes aux droits humains.

Amnesty International reste préoccupée par le fait que depuis bien trop longtemps les violences imputées à George Speight et à ses partisans après le putsch du 19 mai 2000 ont pu être commises sans restrictions. L'Organisation a recueilli de nombreux témoignages faisant état d'agressions perpétrées essentiellement à l'encontre de villageois indo-fidjiens ou de leurs foyers, et ce même après la libération, le 13 juillet 2000, des otages retenus au Parlement.

Tout en espérant que justice sera faite quant aux atteintes aux droits humains commises précédemment, Amnesty International est préoccupée par l'instabilité de la situation à Fidji en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne les habitants des régions plus éloignées, dont les logements et les proches risquent d'être victimes de nouvelles attaques. Amnesty International exhorte l'armée à veiller à ce que les civils exposés au danger soient protégés efficacement.●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 207 413 5566 ou consulter notre site web :